

*Questions orales*

comprends pas pourquoi l'opposition refuse d'appuyer nos efforts dans ce sens.

## LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'Opposition):** Monsieur le Président, je vais poser la question critique au ministre du Commerce extérieur. Pourquoi le gouvernement du Canada, dans le but de faciliter ses discussions d'ordre général, a-t-il manifestement sacrifié, avec le consentement et la bénédiction du président des États-Unis qui voulait avoir l'approbation du Sénat, notre plus grosse industrie d'exportation en dehors de l'agriculture, et des centaines de milliers d'emplois au Canada?

**L'hon. James Kelleher (ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, j'affirme très respectueusement qu'une telle accusation ne repose pas sur le moindre début de preuve.

**M. Turner (Vancouver Quadra):** La lettre. La lettre du président.

**M. Kelleher:** Si le très honorable représentant a des faits à me présenter à l'appui de son allégation, c'est avec plaisir que je les recevrai.

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Je vous enverrai une copie de cette lettre.

**M. Kelleher:** D'ici là, je tiens à ce qu'il sache que c'est une initiative qui a été prise par l'industrie des États-Unis, et non par le gouvernement, et que nous allons appuyer notre industrie de toutes les manières possibles. Nous allons faire valoir tous les droits auxquels nous pouvons avoir recours en vertu du GATT pour protéger nos intérêts en la matière.

\* \* \*

## L'APARTHEID

## L'AFRIQUE DU SUD—LES RAIDS SUR LES PAYS VOISINS

**L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri—Westmount):** Monsieur le Président, le premier ministre s'est dit indigné des raids effectués par l'Afrique du Sud sur les États voisins. Il a manifesté cette indignation en rappelant notre ambassadeur canadien à titre provisoire. Pourquoi le premier ministre ne fait-il pas ce qu'il s'était engagé à faire aux Nations Unies en octobre dernier, rompre immédiatement les relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, j'ai publié hier au nom du gouvernement, et aussi je crois de la population canadienne, la condamnation la plus vive des raids effectués par l'Afrique du Sud sur les pays voisins, qui se trouvent être nos partenaires au Commonwealth. Nous consultons en ce moment plusieurs autres pays du Commonwealth pour trouver la façon la plus efficace pour le Canada, le Commonwealth et tous ceux qui désirent la disparition de l'apartheid de continuer à agir de concert pour mettre fin à cette pratique en Afrique du Sud.

● (1420)

J'ai bien précisé, comme le premier ministre l'a fait, que même si le Canada ne préfère pas suspendre ses relations économiques et diplomatiques avec l'Afrique du Sud, nous franchirons ce pas si nous ne trouvons pas d'autre façon de faire jouer notre influence contre l'apartheid. Nous estimons qu'il y a des étapes intermédiaires à envisager tout d'abord, en consultation avec notre ambassadeur et nos amis du Commonwealth et d'ailleurs, et c'est ce que nous sommes en train de faire.

## ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE ROMPRE LES RELATIONS DIPLOMATIQUES

**L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri—Westmount):** Monsieur le Président, pourquoi le secrétaire d'État et le gouvernement ne prennent-ils pas un rôle de tête, comme cela est de tradition au Canada en ces matières? Nous savons ce qui s'est passé. Le secrétaire d'État l'a condamné en termes énergiques, mais ce ne sont pas les paroles qui comptent, ce sont les actes. Le temps doit certainement être venu de rompre les relations diplomatiques avec ce régime.

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, le Canada a constamment, du moins depuis l'élection de notre gouvernement, joué un rôle de tête au sein des nations contre l'apartheid sud-africain. Entre autres choses, nous avons joué un rôle efficace et important dans la création du Groupe des personnalités éminentes du Commonwealth. Ce groupe de personnalités éminentes était en train de réaliser des progrès en Afrique du Sud. Il faut supposer que l'incident en question avait pour but de saboter le travail du Commonwealth.

En ce qui nous concerne, je vais rencontrer dans le courant de la semaine l'archevêque Scott, qui nous représente au sein du groupe de médiation. Nous voulons faire le tour de la situation pour voir s'il reste un rôle à jouer à ce groupe pour l'avenir. Je ne tiens pas à me précipiter, à prendre ici à la Chambre des communes aujourd'hui une décision hâtive qui risquerait d'enlever toute possibilité au Commonwealth de travailler utilement à la fin de l'apartheid.

## ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'INTERDIRE LES INVESTISSEMENTS

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, la rupture de nos relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud n'empêchera pas nécessairement le maintien de relations commerciales intenses, comme c'était le cas pour Taïwan, par exemple. Compte tenu de l'outrage commis envers le Groupe de personnalités éminentes qui se trouvait en Afrique du Sud au moment de ces raids odieux, le gouvernement va-t-il renoncer à sa politique de contrôle volontaire à l'égard des investissements canadiens en Afrique du Sud pour interdire aux sociétés canadiennes de faire de nouveaux investissements dans ce pays tant que l'apartheid sera maintenu?